

## **Lettre ouverte à l'ensemble des personnels et étudiant.e.s de l'Université de Tours**

*Quelle rentrée 2020 et quel avenir désirons-nous pour l'université ?*

Depuis le début du confinement le 17 mars 2020, la crise sanitaire que nous traversons a pu être vécue de manière très différente, parfois de manière tragique, dans tous les cas de manière difficile, avec un stress et un surcroît de travail pour tou.te.s. Que ce soit pour les étudiant.e.s (pour acquérir de nouvelles connaissances, réaliser à distance des travaux et projets, préparer des examens) ou pour les personnels (pour l'organisation administrative de nos formations et laboratoires, pour la préparation d'activités pédagogiques adaptées à la situation), les efforts fournis ont été conséquents.

Face à cette situation exceptionnelle, notre communauté universitaire a montré qu'elle pouvait s'adapter et a fait preuve de responsabilité pour maintenir tant bien que mal le lien avec les étudiant.e.s. Mais les modes de fonctionnement mis en place dans l'urgence et souvent avec les moyens du bord, ne peuvent aujourd'hui devenir la norme. A l'heure où les structures d'accueil du public (restaurants, cinémas, théâtres, ...) rouvrent les unes après les autres, il faut dire haut et fort que les universités n'ont pas à subir de contraintes sanitaires plus strictes.

Nous souhaitons partager avec vous quelques principes qui selon nous doivent présider à l'organisation de la prochaine rentrée 2020 :

- En premier lieu, nous affirmons que **tout doit être fait pour que la formation en présentiel soit préservée et maximisée**. Les enquêtes menées au sein de différentes composantes montrent que ce souhait est très largement partagé aussi bien au sein du personnel enseignant et administratif que chez les étudiant.es. Les formations ouvertes à distance (FOAD), lorsqu'elles sont mises en place dans certaines conditions et pour des besoins et publics particuliers, donnent des résultats très satisfaisants et assurent des fonctions sociales de service public essentielles. Mais elles ne sont pas aisément généralisables à tous les publics (d'autant plus dans les délais imposés), et ne doivent certainement pas avoir pour visée de pallier la pénurie de moyens (en personnels, locaux et financements) auxquels les universités comme la nôtre font face.
- En second lieu, nous pensons qu'il faut **privilégier pour la rentrée 2020 la mise en place de solutions les plus simples possibles** permettant de passer rapidement d'un **plan A** (l'université peut rouvrir en septembre dans des conditions normales) à un **plan B** (l'université doit toujours ou de nouveau respecter des règles sanitaires nécessitant de maintenir les distanciations physiques actuelles). En particulier, le passage d'un plan A à un plan B ne devrait pas nécessiter de revoir entièrement les plannings et charges des enseignant.e.s., permanents ou vacataires. En cas de passage d'un plan A à un plan B, il est par exemple possible d'accueillir les étudiant.e.s de manière alternée (par exemple, une semaine sur deux), mais cela nécessite des moyens supplémentaires pour accompagner les étudiant.e.s quand ils ou elles ne sont pas en présentiel et pour pouvoir les accueillir en plus petits groupes.
- Enfin, sans être pessimistes, si un **plan C** s'avérait nécessaire en septembre (sans possibilité de rouvrir l'université aux personnels et étudiant.e.s, avec une nouvelle période de confinement strict), nous pensons qu'il faudrait alors envisager le décalage de la rentrée pour prendre le temps du mois de septembre pour s'organiser en toute sérénité.

Au delà de ces principes généraux, adaptables au niveau de chaque composante et département, il nous semble ensuite essentiel de **prendre en compte la période exceptionnelle que les nouveaux bacheliers auront traversée**. Tous les témoignages concordent : au vu de leur première expérience d'un enseignement dématérialisé, ils ou elles s'inquiètent de leur prochaine rentrée universitaire et n'aspirent qu'à une rentrée en présentiel. Dans un tel cadre, mais aussi pour pouvoir passer d'un plan A à un plan B sans une dégradation de leurs conditions d'accueil, **un plan d'urgence pour l'université** devrait ainsi être mis en place (en local), mais aussi demandé au ministère (la LPPR n'est pas l'urgence).

Quel que soit le scénario, nous considérons ainsi que la préparation d'**une rentrée 2020 à coût constant ne peut pas être envisagée**. Des financements et appels d'offres sont dès à présent prévus pour que les universités puissent s'équiper afin de développer l'usage des outils numériques. Ceux-ci sont certes nécessaires, mais ils sont largement insuffisants : des moyens humains supplémentaires (supports d'ATER, personnels administratifs et techniques) sont eux aussi absolument essentiels. Il faudrait donc que notre université repense l'usage de son budget (des marges existent, sur les fonds de roulement, sur des projets tels que PARM) et réclame au ministère des emplois d'ATER et de BIATSS nécessaires dès la rentrée.

Enfin, un certain nombre de garanties sont également indispensables, afin d'assurer un travail serein pour tou.te.s, par exemple : liberté des pratiques pédagogiques des enseignant.e.s, caractère provisoire des contenus et des pratiques pédagogiques limité au seul cadre conjoncturel du Covid-19, propriété intégrale des contenus à leurs auteurs, prise en compte du sur-travail lié aux aménagements (pour les personnels Biatss comme pour les enseignants).

Plus fondamentalement, pendant la période de confinement strict que nous avons traversée, de nombreuses voix se sont élevées pour penser un autre avenir et sauver notre environnement. Des plans de sortie de crise, des propositions pour un autre modèle ont été débattues et proposées par la société civile, des associations et syndicats. Préparer la rentrée est certes important à court terme, **mais qu'en est-il de l'avenir de l'université ?** Dans un tel contexte, le projet de Loi de Programmation Pluriannuelle pour la Recherche et le calendrier récemment annoncé par le ministère (avec le soutien implicite de la CPU et le silence de nombreux présidents d'université) sont totalement en décalage, semblent ignorer la crise actuelle et les crises à venir si rien ne change. **Est-ce ainsi que nous voyons "l'Université d'après" ?**

Notre conviction est qu'il est temps d'appeler à la décélération des prises de décision (ne laissant plus la place à aucun véritable débat démocratique), à la prise en compte des difficultés réelles que les personnels et étudiant.e.s viennent de traverser ces deux derniers mois, à refuser l'illusion que tout se serait bien passé et pourrait être déployé à plus grande échelle à la rentrée. Ce dont les universités ont besoin, c'est de davantage de moyens récurrents, pour pouvoir exercer leurs activités d'enseignement et recherche **"dans des conditions d'indépendance et de sérénité indispensables à la réflexion et à la création intellectuelle"** (article L.123-9 du code de l'éducation), et non des appels d'offres qui exacerbent la compétition et ne règlent aucunement la question de la précarité du personnel. Ce n'est pas sous la pression d'un rythme accéléré et d'une compétition accrue que nous pourrons, personnels et étudiant.e.s, faire face aux difficultés et défis dont nous devons nous emparer.

Le collectif "L'université ensemble"